



UNION SYNDICALE DES DOUANES FORCE OUVRIERE

COMPTE RENDU

CTR en format HSCT MONTREUIL LE 26 OCTOBRE 2022

Lecture des déclarations préalables dont celle de l'USD-FO en PJ

La directrice précise l'articulation entre CTR et CHS qui est un prisme relatif à l'examen des missions sous l'aspect de l'aspect hygiène et sécurité.

Bilan sur les actions conduites pour améliorer les conditions de travail et d'exercice des missions

Habillement et équipement des agents de la surveillance

- Outil de commande des effets et de gestion du stock

La mise en place d'un SI habillement GECO (Gestion des Équipements et des Commandes) correspond à un souci de réduction des délais de livraison. Des anomalies informatiques ont ralenti la mise en route du processus. Des actions fortes ont permis de traiter les « bugs » informatiques. Par ailleurs plusieurs évolutions sont en cours de développement afin :

- d'une part, améliorer la visibilité des stocks réels ;
- et d'autre part, intégrer les nouvelles références des vestiaires compte tenu de la notification des nouveaux marchés.

Fiabiliser le circuit de livraison

Des délais importants de livraison par le SCH ont été observés en 2021 Pour y répondre, de premières actions ont été concrétisées :

Recrutement d'une auxiliaire logistique et le recrutement en interne le 1^{er} mars 2022 d'un agent à la tête du SCH, qui suivra une formation de logisticien.

Par ailleurs, un audit du fonctionnement du SCH est conduit depuis juin 2022

L'allongement des délais de livraison est également dû à des situations de ruptures de stocks,

À ce jour, le contexte de crise internationale occasionne de nouvelles ruptures

Améliorer les équipements pour de meilleures conditions de travail des agents



UNION SYNDICALE DES DOUANES FORCE OUVRIERE

Le nombre de points des carnets a été augmenté ainsi que le nombre des effets concernés.

Le renouvellement ou la création de marchés publics récemment notifiés ou en cours d'instruction contribue à l'amélioration des effets : 7 marchés publics ont été renouvelés et notifiés en 2021-2022 : chaussures basses mixtes (pour hommes et femmes), escarpins pour femmes, gants et sous-vêtements, tenues motocyclistes sérigraphiées et banalisées, tenue de service, treillis, tenue de cérémonie...

Sont à noter notamment :

- des **plaques balistiques allégées** pour les porteurs de pistolets mitrailleurs (*engagement 2022*) ;
- des **ceinturons cordura** (*engagement 2022*)
- de meilleurs **équipements contre le froid** (*engagement 2022*) :

Par ailleurs, par suite de l'expression de besoin d'un blouson grand froid, cette demande sera expertisée dans le cadre du lancement du futur marché froid

L'USD-FO a pu constater la volonté d'améliorer le système de commande et la souplesse offerte comme l'extension des possibilités. Cela correspond à une demande forte de notre OS et nous ne pouvons que saluer cette progression. Reste à résoudre les difficultés récurrentes de livraisons, que l'on ne peut pas considérer comme anecdotiques. Ensuite sur les catalogues, nous avons noté des différences de teintes ainsi que des différences de textiles. Pour donner une image unifiée de la douane, il reste une marge de progression.

L'USD-FO met l'accent sur le fait que se tourner vers les agents afin de bien définir les besoins en fonction des missions est une démarche essentielle. Le raisonnement qui tend à affirmer que ce qui est porté par les gendarmes, les policiers, ou les personnels des armées est mieux que ce que portent les douaniers n'est pas de nature à être une référence car les missions ne sont pas les mêmes. Les types de fouille étant spécifiques selon les unités et la marchandise recherchée, la consultation s'avère indispensable.

La directrice générale : La période actuelle met à mal notre logistique : l'approvisionnement ne se fait pas comme il devrait se faire, les fournisseurs sont en difficulté et on n'avait pas la projection à faire des stocks. On rentre dans une situation un peu inédite par suite du contexte de crise.

La direction générale évoque aussi les contraintes des marchés interministériels. la méthode est dorénavant d'aller vers des marchés plus souples avec une stratégie dans les différentes passations de marchés publics.

Les gilets pare-balles féminins (GPB)

Depuis 2017, la stratégie d'approvisionnement de la Douane en matière d'acquisition de gilets pare-balles repose sur la mutualisation de ses approvisionnements avec des services disposant de besoins identiques en la matière le ministère de l'Intérieur, pour la police et gendarmerie et le Ministère de la Justice, pour l'administration pénitentiaire-

Il ressort en effet des études menées auprès des fournisseurs, au regard des seuls besoins de la Douane que le volume de nos acquisitions :

- n'incite pas les acteurs à adapter leurs solutions à nos besoins -le coût du développement étant trop important au regard de nos volumes d'acquisitions -;
- accroît les délais de livraison, la production en faible volume n'étant pas la priorité des sociétés, celle-ci priorisant les commandes importantes dans leurs chaînes de production ;
- accroît le prix des acquisitions.

Cette mutualisation a donné lieu à la passation d'un accord-cadre en 2017, il est actuellement en cours de



UNION SYNDICALE DES DOUANES FORCE OUVRIERE

renouvellement.

L'USDF-FO fait le constat que le sujet est loin d'être clos. Pour les prises de mesures nous restons convaincus que seul un professionnel est la bonne personne pour prendre les mesures afin que ces dernières soient conformes aux nécessités de bonnes tailles.

Au regard de l'inconfort suscité par ces GPB chez certaines agentes, depuis 2019, plusieurs actions ciblées ont été conduites par la Douane afin d'améliorer l'adaptation de ces gilets à la morphologie de chaque agente. Au regard de la persistance de certaines difficultés sur les gilets actuellement déployés et afin d'anticiper la dotation de nouveaux gilets dans le cadre du prochain accord-cadre, un renforcement de ces actions doit être entrepris.

La direction générale lancera une enquête auprès des agentes et examinera aussi le sujet des prises de mesures pour la confection de gilets sur mesure. Il semblerait que les consignes pour cette action soient très disparates.

L'USD-FO sur ce sujet s'est souvent posé la question si au-delà de la logistique contrainte le sujet de la sécurité a-t-il été bien pris en considération.

En effet le fait de ne pas pouvoir porter le gilet pare balle à cause de son inconfort est un gros souci lors des contrôles menés par les collègues, ne pas en disposer à cause des délais est aussi une forte inquiétude. L'action de la douane et celle de la police et de la gendarmerie n'est pas identique. La fouille de véhicule n'a rien de comparable et demande un minimum de confort. Des directives sur les circonstances du port sont indispensables avec un plan général et déclinées par unité. Le port d'une protection de ce niveau ne doit pas être une contrainte et l'enquête auprès des personnes concernées ne peut être bénéfique. Le sujet du renouvellement ne doit pas être occulté car la morphologie des agentes et des agents varie souvent de façon significative.

Un nouvel accord-cadre interministériel sera notifié d'ici la fin du 1^{er} semestre 2023

Les situations d'inconforts et les différents retours d'expérience sur le produit actuellement déployé au sein des différentes administrations précitées, ont permis de recenser des besoins d'adaptations supplémentaires à la morphologie féminine.

Ces besoins et points de vigilance ont été ainsi pris en compte afin d'inciter les fabricants à davantage de développements techniques spécifiques à la morphologie féminine, compatibles avec les différentes postures selon les missions, tout en conservant un niveau de protection performant.

À ce titre, le **nouveau cahier des charges techniques** (publié le 24 juin dernier pour une remise des offres prévues le 5/01/2023) **apporte des exigences complémentaires d'adaptabilité aux différentes morphologies féminines des agentes**, notamment pour :

- réduire la courbure du haut du pack balistique avant, afin d'éviter l'apparition d'un vide au-dessus du thorax faisant peser un risque en termes de sécurité pour les agents ;
- diminuer la sensation de compression/d'inconfort sur la poitrine (sur ce point en particulier et afin de mieux adapter ces tailles à chaque morphologie, le SAILMI a fourni l'ensemble des données des mensurations et tailles de gilet des agentes de la gendarmerie et de la police ainsi que les volumes commandés) ;
- définir une géométrie de référence au regard d'une norme (F85B10) permettant de définir la zone de protection minimale pour l'ensemble des morphologies des agentes.



UNION SYNDICALE DES DOUANES FORCE OUVRIERE

Enfin, la possibilité de commander des GPB féminins sur-mesure est maintenue dans ce nouvel accord-cadre.

Il ressort de l'ensemble de ces éléments que, prenant en compte les remontées rencontrées sur le terrain et les situations d'inconfort, le cahier des charges de ce nouvel accord-cadre a été amélioré afin de garantir à la fois la sécurité des agentes et une meilleure adaptation des gilets à la morphologie de chacune.

Dès la notification de ce nouvel accord cadre, les commandes de GPB pourront à nouveau être réalisées afin de livrer ces nouveaux GPB à compter du premier semestre 2024.

Concernant l'habillement pour les opérations commerciales

Afin de renforcer l'habillement et les équipements des agents de la branche des opérations commerciales, il a été décidé de conduire une étude ergonomique en deux temps et de mener en parallèle des opérations de remise à niveau des vestiaires.

Études ergonomiques et définition d'un vestiaire socle

Une étude ergonomique a été lancée afin d'analyser les effets et les équipements les plus adaptés aux conditions d'exercice des missions.

L'étude comportait deux volets :

- **le premier consacré aux situations de travail en lien avec le dédouanement (prise en compte des différents contextes d'intervention pour le contrôle des marchandises) ;**
- **le second relatif aux situations de travail en lien avec les contributions indirectes, la fiscalité pétrolière et le contrôle de la filière viti-vinicole.**

Aux termes de ces travaux, un projet de vestiaire type portant sur le volet dédouanement a été finalisé. Il comporte des déclinaisons propres à des contextes de travail spécifiques (zones portuaires, aéroportuaires, climats chauds et froids notamment).

Ce vestiaire sera présenté aux OS prochainement de même que les vestiaires spécifiques pour la filière viti-vinicole et ceux des contributions indirectes. A l'issue, un vestiaire-type sera finalisé.

Pour l'USD-FO le premier pas est fait nous espérons à présent que ces équipements deviennent tous individuels et puissent être attribués de la même façon que pour la surveillance au travers d'une gestion individuelle et choisie. Sans parler d'un carnet à points il est envisageable de penser à un système comparable.



UNION SYNDICALE DES DOUANES FORCE OUVRIERE

Pour info sur le coût de la décision **Fin juin, 151 k€** avaient été engagés par les DI/DR afin de permettre la remise à niveau des vestiaires.

Voici infra le document fourni par l'administration.

Vestiaire Dédouanement		Vestiaire CI/Viticulture		Vestiaire Fiscalité énergétique	
Gants de protection anti-coupure	8,24 €	Gants de protection anti coupure	8,24 €	Gants de protection anti coupure	8,24 €
Chaussures de sécurité	50,38 €	Bottes	80,18 €	Chaussures de sécurité	50,38 €
Chasuble sérigraphiée	18,30 €				
Brassard douane	2,44 €	Brassard douane	2,44 €	Brassard douane	2,44 €
Parka sérigraphiée haute visibilité	(estimation flochage compris) 50,00 €	Parka sérigraphiée haute visibilité	(estimation flochage compris) 50,00 €	Casque	14,75 €
Gilet multi poches	50,00 €	Surpantalon	98,25 €	Blouson ATEX	77,20 €
Lunettes de protection /projection (hermétiques)	7,00 €	Chaussures de sécurité	50,38	Pantalon ATEX	63,49 €
Coût unitaire: 223,63 € TTC		Coût unitaire : 347,39 € TTC		Coût unitaire : 259,80 € TTC	

Aspect immobilier : les objectifs, l'état d'avancement et les prochaines étapes en matière d'immobilier.

En 2019, 23 sites immobiliers (listés dans le tableau ci-dessous) étaient identifiés comme nécessitant une action correctrice pour améliorer les conditions de travail des agents.

Sur ces 23 projets :

- 18 sont terminés
- 3 sont en cours
- 2 seront initiés dans d'autres projets de plus grande ampleur.

Leur coût global est de l'ordre de 3,6 M€.

Un tableau étant plus parlant que des discours le document fourni par l'administration en dit long aussi sur les intentions.

Bilan des actions conduites pour améliorer les conditions de travail et d'exercice des missions en matière d'immobilier (suivi de l'accord de mai 2019)

Direction/Service	Amélioration envisagée	Coût de l'opération	État d'avancement
Auvergne-Rhône-Alpes	Réaménagement des locaux du bureau de Lyon aéroport	64 320	Terminée
Auvergne-Rhône-Alpes	Pose d'un carport pour protéger le stationnement des véhicules des intempéries BSI de Chamonix	30 000	Travaux en cours avec une livraison prévisionnelle à la fin de l'année 2022
Bourgogne-Centre Val de Loire	Aménagement d'un auvent de contrôle au BCNJ de la Ferrière-sous-Jougne (BSE de PONTARLIER)	500 000	Terminée
Bourgogne-Centre Val de Loire	Traitement thermique. Installation de stores extérieurs à la brigade de DIJON et de volets extérieurs sur les fenêtres de la RI	15 000	Terminée
Bourgogne-Centre Val de Loire	Opérations de réfection de locaux pour 7 bâtiments de la direction de BESANÇON	41 231	Opérations terminées
Bretagne-Pays de la Loire	Réaménagement des locaux Angers : création d'une salle avocat médecin, agrandissement des vestiaires	143 000	L'avant-projet définitif a été fourni. La demande d'autorisation de travaux a été déposée. Les travaux devraient être terminés en juillet 2023.
Centre informatique douanier	Rénovation de bureaux bât 1 CID	25 000	Terminée
Grand Est	Saint Louis autoroute : amélioration de la sécurité des contrôles en améliorant les éclairages	135 910	Terminée
Île-de-France	Rénovation gare du Nord	200 000	Terminée
Normandie	BSEC : renforcement de la sécurité du site- réfection et mise aux normes des bâtiments imagerie et commandement - aménagements des extérieurs	1 600 000	Terminée

Direction/Service	Amélioration envisagée	Coût de l'opération	État d'avancement
Normandie	CREPS : réhabilitation des sanitaires - création de toilette handicapés- création d'un vestiaire (rationalisation du local archives- sécurisation site)	30 000	Les travaux seront réalisés dans le cadre du schéma directeur havrais.
Nouvelle Aquitaine	Hôtel des douanes de Bordeaux : amélioration de l'ambiance thermique	23 232	Terminée
Nouvelle Aquitaine	Hôtel des douanes de Bordeaux : travaux au CODT	10 787	Terminée
Nouvelle Aquitaine	Bassens : Modification du cloisonnement	49 188	Terminée
Occitanie	Le Perthus - Réfection du local social	50 000	Terminée
Occitanie	Narbonne - Réfection du toit de la brigade	37 000	Terminée
Occitanie	Villeneuve les Béziers - Réfection de la cour et des réseaux	40 000	Terminée
Occitanie	Réfection du site de Sète	70 000	Le bureau immobilier et maîtrise d'ouvrage (BIMO) du secrétariat général a réalisé une expertise. Les travaux de curage de la façade et les diagnostics seront lancés avant la fin de l'année 2022. La question du maintien sur site est posée compte-tenu des éventuels besoins de renfort de structure pour l'escalier et le premier étage. Le résultat des diagnostics permettra de fiabiliser le coût de l'opération et de vérifier l'opportunité de rester sur site. L'EPA et la DNGCD sont informés de cette réflexion.
PACA-CORSE	Port Saint-Louis - Rénovation des locaux	34 000	Terminée
PACA-CORSE	Marseille - Hangar 17	40 000	Terminée



UNION SYNDICALE DES DOUANES FORCE OUVRIERE

Direction/Service	Amélioration envisagée	Coût de l'opération	État d'avancement
PACA-CORSE	Rénovation des locaux de la BSI de Cannes	185 000	Terminée
PACA-CORSE	HDD Aix-en-Provence	233 000	Terminée
Paris Aéroports	Bâtiment 3700. Réorganisation des espaces	25 000	Les travaux devraient être terminés en 2023

TOTAL 3 581 668

Concernant la recette et la division de Sète, nous notons que : ' le bureau immobilier et maîtrise d'ouvrage (BIMO) du secrétariat général a réalisé une expertise. Les travaux de curage de la façade et les diagnostics seront lancés avant la fin de l'année 2022. La question du maintien sur site est posée compte-tenu des éventuels besoins de renfort de structure pour l'escalier et le premier étage. Le résultat des diagnostics permettra de fiabiliser le coût de l'opération et de vérifier l'opportunité de rester sur site. L'EPA et la DNGCD sont informés de cette réflexion'.

Cette question nous interpelle fortement et la directrice générale nous répond que pour avoir visité le bâtiment, les travaux s'imposent et que des expertises ont été sollicitées.

Chacun pensera ce qu'il voudra sur cette réponse.

L'USD FO n'exclut pas que les projets immobiliers de la mairie de Sète ne soient pas étrangers à ces orientations.

Les moyens de communication et AGNET

AGNet est un système destiné à favoriser la collaboration et la coordination entre les agents de terrain ainsi qu'avec les centres opérationnels douaniers terrestres (CODT) et participe à la sécurisation des conditions de travail. Ce système offre des communications multiples comme la messagerie multimédia, le partage de photos et de vidéos, y compris les vidéos instantanées, l'échange de documents, de positions GPS, de fiches contacts.

La phase pilote a été assurée par : 14 brigades, deux échelons de la direction des opérations douanières (DOD), une unité du service d'enquêtes financières des finances (SEJF) et les CODT d'Île-de-France et de Metz

La phase de déploiement national :

La directrice générale a décidé lors d'un comité stratégique du 8 octobre 2021 de généraliser le déploiement d'AGNet auprès des CODT et des brigades terrestres de la surveillance.

Un dispositif de formation a été mené à terme et est annoncé comme concluant.

Sujet du matériel :

La question de l'obsolescence des téléphones portables a été prise en compte, afin de garantir un remplacement en cas de dysfonctionnement ou d'autonomie trop réduite. La dotation de batteries



UNION SYNDICALE DES DOUANES FORCE OUVRIERE

externes dans les brigades constitue une réponse immédiate.

La formation :

4500 agents ont été formés.

Pour l'USD-FO :

Sur l'aspect sécurisation des échanges : cela fonctionne bien, même en zone frontière c'est vivant car chaque remontée permet de rendre le système plus perfectible.

Il s'agit d'une aide précieuse pour les collègues. Il faut laisser aux agents utilisateurs de se familiariser avec l'outil. Il est essentiel que les aéroports disposent de cet outil.

Il est important de communiquer avec les opérateurs pour faire remonter les anomalies dès lors qu'il y a l'existence de zones blanches. Il faut attendre que l'expérimentation soit étendue pour en mesurer toute l'efficacité.

La géolocalisation possible des agents à tout moment est une réalité. Il faut cesser de la passer sous silence. Pour notre organisation seule la méthode de la communication peut lever le voile sur ce sujet et permettre une utilisation en toute confiance. Il faut que l'administration se donne les moyens d'avoir un matériel performant, évolutif et adaptable à nos besoins.

La direction générale annonce que l'interface est actuellement revue et en parallèle le travail d'amélioration du réseau avec Orange s'axe sur la réduction des zones blanches dès lors qu'elles sont signalées. Les téléphones qui vont arriver sont donc dotés de système d'interface optimisée pour l'utilisation d'AGnet et des autres systèmes pouvant être utilisés.

Pour les éléments et les kits qui viennent s'ajouter à l'appareil (oreillettes) l'adaptabilité est complexe. La réalisation de stocks est gérée localement car il s'agit de consommables.

Pour l'achat en masse de ces produits, il existe un contrat avec airbus. Seul des éléments destinés à l'expérimentation ont pu être parfois achetés de façon isolée.

Audit sur la sécurité par l'IS

La demande de la direction a été la suivante :

Dans le cadre de sa mission de lutte contre la fraude et les trafics illicites, la douane est amenée à procéder à des contrôles sur la voie publique.



UNION SYNDICALE DES DOUANES FORCE OUVRIERE

Ces contrôles sont principalement assurés par les agents de la branche de la Surveillance qui peuvent être exposés à des situations à risques liées à des facteurs humains, techniques ou environnementaux.

La sécurité des contrôles, que ce soit celle des agents ou des usagers, a toujours été une préoccupation forte de la DGDDI. Pour autant, les évolutions rapides et constantes des conditions et environnements de contrôle appellent à vérifier l'adaptation des doctrines d'emploi et des pratiques professionnelles.

C'est l'objet de l'audit était d'évaluer les risques relatifs à

- l'atteinte à l'intégrité physique et morale des agents dans l'exercice de leurs fonctions ;
- l'incident lié au stockage et au maniement de l'arme et accidents dans le cadre de missions avec des risques particuliers tels que contrôles routiers, plongée sous-marine, missions maritimes, missions aériennes.

Le rapport sera fourni en fin d'année.

USD -FO dénonce le manque de soutien aux agents par l'attribution de la protection fonctionnelle ce qui n'est pas fait. Il était important que l'administration s'inquiète de l'insécurité vécue par tous nos collègues surveillance et op/co . En effet de nos jours, le seul fait de représenter une administration d'état devient une situation à risque dans la société actuelle. L'Administration se doit d'assurer la protection de ses agents. Parmi les moyens de défense l'USD FO a réclamé de longue date le port d'une caméra ce à quoi notre administration n'a jamais répondu.

Actions de prévention en matière de contrôles des espaces confinés (conteneurs)

Plusieurs démarches ont été prises pour aller dans le sens de la prévention.

Mise à jour de la formation et de la partie « Espaces confinés » du guide des procédures applicables à la visite des navires de commerce

Par ailleurs, une convention de partenariat est signée entre la DGDDI et l'INRS sur la prévention du risque chimique à l'ouverture des conteneurs maritimes.

Des précisions techniques précisent :

- la procédure d'entrée sans appareil respiratoire isolant ne peut être effectuée qu'en maintenant une surveillance visuelle permanente de l'entrant par le chef d'équipe après analyse de risque et rédaction d'un permis d'entrée et de la vérification des matériels, conditions indispensables pour assurer la sécurité des agents ;
- la visite des espaces confinés ne peut être effectuée que par des agents volontaires expérimentés qui :
 - ont suivi la formation espaces confinés et une formation aux premiers secours ; sont habilités au travail en hauteur ; sont à jour de la visite médicale annuelle auprès de la médecine de prévention ; ne présentent pas de contre-indication au port de l'ARI (appareil respiratoire isolant).
 - De plus, les mesures de vérification des conditions atmosphériques doivent être faites par paliers en amont du contrôle avec des appareils multi-gaz étalonnés ; les agents doivent procéder à l'assainissement du volume intérieur par ventilation mécanique du bord ou naturelle.



UNION SYNDICALE DES DOUANES FORCE OUVRIERE

Pour l'USD-FO l'administration a commencé à régler sérieusement le problème du risque lors des contrôles de conteneurs en limitant de façon drastique la possibilité de contrôler les. Parmi les possibilités de contrôles qu'il nous reste en charge, il faut mettre en exergue que les risques ne se limitent pas qu'aux seuls espaces confinés et nous avons fait remonter les problématiques liées à la présence d'autres produits ou insectes porteurs de maladie susceptible de constituer une agression grave. Force est de constater que le curseur est resté bloqué.

Aujourd'hui 10 ans après la mise à jour des difficultés le problème n'est toujours pas résolu. Les solutions présentées sont de nature à nous laisser sur de grandes frustrations.

Nous attirons l'attention sur le fait que tous les services sont concernés et en parallèle la principale formation est proposée à la surveillance. Les collègues des OP/CO, au même titre que les marins et la surveillance, sont également concernés.

Entendre parler de contrôles de conteneurs en pleine mer sur un porte conteneur pour aller vérifier le plombage constitue pour nous une aberration effrayante et la décision relève assurément de l'inconscience ou de l'ignorance la plus totale sur le parcours de la marchandise (celle-ci touchera inévitablement un port).